



GIPEAM
Commande publique

MARCHÉ PUBLIC
SERVICES

Appui à la communication et à la valorisation des fonds européens à Mayotte pour le GIPEAM

Cahier des Clauses Particulières

Consultation n°

25GIPEAM08

CONTACT

-

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi









www.europe-a-mayotte.yt



SOMMAIRE

Eléments clés du contrat	
Introduction	
Définitions	
PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	
1. Objet du marché	
2. Structure et forme du marché	
3. Durée	
4. Modalités d'exécution	
5. Prix et conditions de paiement	
6. Conditions de réalisation des prestations.....	
7. Obligations du titulaire.....	
8. Litige et sanctions	
9. Fin du marché	
PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	
1. Lot 1 : Réalisation de documents et d'animations techniques sur les fonds européens et l'appropriation de la bonne gestion de la subvention par les porteurs de projet.....	
2. Lot 2 : Organisation de la Fête de l'Europe dans le cadre du Joli mois de l'Europe à Mayotte	
3. Lot 3 : Campagne média pour la promotion du Programme opérationnel 2021-2027	
4. Lot 4 : Mise en place d'une exposition itinérante sur les réalisations de l'Europe à Mayotte	

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Appui à la communication et à la valorisation des fonds européens à Mayotte pour le GIPEAM
	Acheteur	GIPEAM
	Type de contrat	Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Articles R 2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services et au CCAG prestations intellectuelles du 30 mars 2021. Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché. ; sans minimum et avec maximum ; mono-attributaire par lot
	Structure	4 lots
	Lieu d'exécution	Mayotte
	Durée	12 Mois
	Pénalités de retard	Voir Litige et sanctions CCP
	Nature des prix	Unitaire / forfaitaire

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt






INTRODUCTION

Dans le cadre de sa stratégie de communication et conformément à ses obligations réglementaires, le GIPEAM souhaite mettre en place un marché relatif à l'appui à la communication et à la valorisation des fonds européens à Mayotte.

Ce marché a pour objectif de renforcer la visibilité du Programme Opérationnel 2021-2027 et de favoriser une meilleure appropriation des fonds européens par les porteurs de projet. À cet effet, il prévoit la mise en place d'actions spécifiques visant à informer, promouvoir et accompagner les bénéficiaires potentiels dans leurs démarches, tout en valorisant l'impact des financements européens sur le territoire.

Le présent marché inclut la conception et la mise en œuvre de dispositifs de communication adaptés, la réalisation d'outils et de supports de promotion, ainsi que l'organisation d'actions de sensibilisation et d'accompagnement des porteurs de projet.

DEFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché à procédure adaptée (Article R 2123-1 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services et au CCAG prestations intellectuelles <u>du 30 mars 2021</u> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché
 Acheteur	Le GIPEAM agit en tant que pouvoir adjudicateur lors de la passation du marché.
 Bénéficiaire	Le GIPEAM est le bénéficiaire des prestations.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par le GIPEAM. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

PARTIE 1. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. OBJET DU MARCHÉ

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

La communication, la promotion et l'accompagnement des porteurs de projet sur les fonds européens à Mayotte, en mettant en place des actions spécifiques pour favoriser leur bonne appropriation et optimiser la visibilité du Programme Opérationnel 2021-2027.

2. STRUCTURE ET FORME DU MARCHÉ

■ 2.1. Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un Marché à procédure adaptée (Article R 2123-1 1° - Code de la commande publique)

■ 2.2. Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ 2.3. Allotissement :

Le marché est attribué à un opérateur économique.

Il y aura au maximum un (1) attributaire titulaire par lot, suivi d'un suppléant en cas d'absence ou d'incapacité du titulaire.

Le marché est alloti de la façon suivante :

Lot	Intitulé	Code CPV	Estimation *	Maximum
1	Réalisation de documents et d'animations techniques sur les fonds européens et l'appropriation de la bonne gestion de la subvention par les porteurs de projet	79342200-5	35 000 € HT	35 000 € HT
2	Organisation de la Fête de l'Europe à Mayotte dans le cadre du Joli mois de l'Europe	79952100-3	65 000 € HT	65 000 € HT
3	Campagne média pour la promotion du programme opérationnel 2021-2027	79341400-0	20000€ HT	20000€ HT

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi

4	Mise en place d'une exposition itinérante sur les réalisations de l'Europe à Mayotte		25000€ HT	25000€ HT
---	--	--	-----------	-----------

*Les estimations sont données à titre indicatif selon les estimations prévisionnelles des adhérents du GIPEAM et ne présentent pas un caractère obligatoire.

Le marché est conclu **sans minimum et avec un maximum de 145 000 euros HT** pour toute la durée du marché.

3. DURÉE

■ 3.1 Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la date indiquée dans le courrier de notification.

■ 3.2. Reconduction du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de 12 mois et ne prévoit pas de reconduction. À l'issue de cette période, il prendra fin de plein droit, sans possibilité de renouvellement tacite ou express.

■ 3.3. Pièces contractuelles du marché :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le Cahier des Clauses Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives du GIPEAM fait seul foi,
- L'offre du candidat retenu
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution

Pièces générales :

Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (« CCAG FCS » - arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, NOR : ECOM2106868A) dans sa version applicable à la date de lancement du marché.

Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (« CCAG-PI » - arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles, NOR : ECOM2106867A) dans sa version applicable à la date de lancement du marché.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt



4. MODALITES D'EXÉCUTION DU PRESENT MARCHÉ

À la notification du marché, les titulaires devront se rapprocher du responsable de la communication.
François Duhesme / tél : 0639994106

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1 Prix du contrat :

5.1.1 Établissement des prix :

Le titulaire est rémunéré par le GIPEAM sur la base de son offre commerciale pour les lots 1 et 3. Pour le lot 2 et 4, sur la base du DPGF complétée, datée et signée.

Les prix sont établis hors taxe et en euros.

En complément des articles 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG FCS, les prix sont réputés inclure :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres applicables à la prestation.
- L'installation et la mise en service
- Toute autre fourniture ou prestation prévue par le présent CCP

5.1.2. TVA :

Conformément à l'article 294 du Code général des impôts, la TVA ne s'applique pas aux prestations réalisées à Mayotte, ni à l'importation de biens. Par conséquent, les prix indiqués dans le cadre du présent marché sont exprimés hors TVA.

Le titulaire s'engage à respecter cette spécificité fiscale applicable à Mayotte et à ne pas inclure de TVA dans ses factures.



■ 5.2 Condition de paiement :

5.2.1. Avance :

Conformément aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire peut bénéficier d'une avance sous les conditions définies ci-après, selon le lot concerné.

- Lot n° 1 : Le titulaire peut bénéficier, sur demande, d'une avance correspondant à 30 % du montant initial (TTC) du lot.
- Lot n° 2 : Le titulaire peut bénéficier d'une avance globale plafonnée à 50 % du montant total du lot. Cette avance est conditionnée à la fourniture d'une garantie à première demande d'un montant équivalent, conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.
- Lot n° 3 : Le titulaire peut bénéficier, sur demande, d'une avance correspondant à 30 % du montant initial (TTC) du lot.
- Lot n° 4 : Le titulaire peut bénéficier, sur demande, d'une avance correspondant à 40 % du montant initial (TTC) du lot. Cette avance est conditionnée à la fourniture d'une garantie à première demande d'un montant équivalent, conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'effectuera par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, selon les modalités définies à l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

1° Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;

2° Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, à la première demande de paiement.

5.2.2. Présentation des demandes de paiement :

Le titulaire facture le GIPEAM sur la base des produits et services effectués.

La facture comporte le détail des prestations, l'émetteur, le destinataire, les mentions spécifiques ainsi que le montant des règlements à effectuer.

La facture est transmise au GIPEAM de la manière suivante :

Elle est transmise de manière électronique aux adresses e-mail communiquées.

Elle est transmise de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique à l'adresse email suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

A titre informatif, le titulaire est également invité à envoyer une copie électronique de la facture par e-mail à l'adresse suivante : brigitte.gerifalco-neis@europe-a-mayotte.yt

Il est précisé que la transmission par e-mail ne remplace en aucun cas l'obligation de transmission par Chorus Pro, et seule cette dernière transmission sera retenue pour le traitement des factures.

La facture mentionne le détail des prestations effectuées, les références du bon de commande du GIPEAM, avec le détail des prestations effectuées.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt

Elle indique le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément aux stipulations de l'article 30.3 du CCAG FCS.

Le cas échéant, elle indique également :

- le détail des calculs avec justification à l'appui,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours maximum. Le décompte de ce délai global de paiement ne part qu'à partir de la réception des factures et des pièces justificatives (bon de commandes) correspondantes.

5.2.3. Délai de paiement :

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ **6.1 Conditions de réalisation des prestations :**

6.1.1. Modalités et délai de livraison :

Les prestations seront réalisées en accord avec le chargé de communication du GIPEAM, selon les modalités convenues en amont et en collaboration avec lui.

Les prestations sont effectuées aux frais et risques du titulaire.

■ **6.2 Vérification des prestations :**

6.2.1. Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi



compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

6.2.2. Opérations de vérification des prestations :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des prestations. Si aucune décision n'est notifiée, ces prestations sont réputées admises.

Si les prestations ne sont pas conformes aux exigences, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre ou de compléter les prestations dans le délai qu'il prescrit.

Si les prestations ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

■ **6.3 Clause de réexamen et modifications du contrat**

6.3.1. Clause de réexamen et modifications du contrat :

Conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique, le présent contrat peut être modifié dans les conditions ci-dessous sans que ces modifications ne viennent changer l'objet ou la nature globale du marché.

La clause de réexamen pourra être utilisée en cas de :

- autres ajouts et modifications tels que précisé ci-après.

6.3.1.1. Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire ou normative

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des matériels ou des prestations figurant dans l'offre commerciale du titulaire, et/ou en l'ajout d'un ou plusieurs produits, accessoires, options ou prestations non prévus.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des matériels ou prestations.

6.3.1.2. Autres cas d'ajouts rendus nécessaires pour la bonne exécution du contrat

Pour les cas autres, lorsqu'un ajout de prestation, non prévu au marché, est rendu nécessaire pour sa bonne exécution, le GIPEAM peut procéder à son intégration, avec le consentement du titulaire, dans les conditions décrites ci-dessous.

A la demande du GIPEAM, le titulaire lui fait parvenir les documents et justificatifs concernés tels que mentionnés à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous. En cas de validation expresse par le GIPEAM, les nouveaux matériels ou prestations sont intégrés au marché, dans les conditions définies à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous.

En tout état de cause la prestation ajoutée :

- doit être conforme à l'objet du marché,

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi





- ne doit pas remettre en cause la nature globale du marché,
- doit être analogue à un matériel ou une prestation (ou à une catégorie de matériel ou de prestation) figurant au marché, ou à défaut d'analogie, avoir un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence du marché,
- doit être nécessaire à sa bonne exécution.

Le matériel ou la prestation est nécessaire à la bonne exécution du marché lorsqu'il permet de répondre à un besoin identifié par le GIPEAM. Le produit ou la prestation concerné n'était pas commercialisé au moment de la date limite de dépôt des offres du présent marché ou pas mentionné dans l'annexe prix à l'acte d'engagement du marché.

L'analogie du matériel ou de la prestation s'apprécie au regard des caractéristiques techniques et des besoins auxquels répondent le matériel ou la prestation à intégrer, d'une part, et le matériel ou la prestation figurant au marché et considéré comme analogue, d'autre part.

En cas d'ajout de matériel ou de prestation analogue, le prix net du nouveau matériel ou prestation est déterminé de la manière suivante :

- Par application, au prix public ou au prix conseillé par le fabricant du matériel ou de la prestation ajoutée, du taux de remise contractuelle applicable au matériel ou à la prestation analogue figurant en annexe à l'acte d'engagement.
- En l'absence de tarif conseillé par le fabricant, le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre le matériel ou la prestation ajoutée et le matériel ou la prestation analogue existant au marché, notamment par la communication de son taux de marge.

En tout état de cause, le prix de la prestation ou du matériel ajouté ne saurait excéder de 25% le prix du matériel ou de la prestation analogue existant au marché.

En cas d'ajout de matériel ou de prestation fondé sur un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui indiqué dans l'avis d'appel public à concurrence du marché (en cas d'absence de matériel ou prestation analogue existant au marché), le prix net du matériel ou de la prestation ajoutée au marché est déterminé de la manière suivante :

- En présence d'un prix public ou d'un prix conseillé par le fabricant :
 - Le titulaire propose au GIPEAM, dans le dossier préalable prévu à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous, un taux de remise contractuel.
 - Le prix net du matériel ou de la prestation ajoutée est déterminé par application du taux de remise contractuel ainsi déterminé au prix public ou au prix conseillé par le fabricant du matériel ou de la prestation ajoutée.
- En l'absence de prix public ou de prix conseillé par le fabricant :
 - Le titulaire propose au GIPEAM, dans le dossier préalable prévu à l'article « Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen » ci-dessous, le prix net du matériel ou prestation ajoutée.

Le titulaire justifie par tout moyen les modalités de détermination de ce prix, notamment par la communication de son taux de marge.

6.3.1.3. Modifications en cas de circonstances imprévisibles

L'article R.2194-5 dispose que « le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir ».

Dans ce cas, les dispositions des articles R.2194-3 et R.2194-4 sont applicables ainsi que l'article 25 du CCAG Plus particulièrement, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion du contrat, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché (par exemples : difficultés d'approvisionnement en matières premières ou de production, édicton par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance) le titulaire peut proposer au GIPEAM :

- Une prestation de substitution permettant d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût ;
- Une modification des délais contractuels ;
- Une modification des prix initiaux ou résultant de l'application des clauses de révision prévues au marché, sous réserve que cela ne constitue pas une modification de l'équilibre financier du présent marché au profit

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi





du titulaire ;

Cette demande est accompagnée de justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande.

Après validation écrite par le GIPEAM, la prise en compte de ces modifications est notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine. A défaut de réponse par le GIPEAM dans un délai de 15 jours ouvrés, la demande est réputée rejetée.

6.3.1.4. Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen

Les évolutions peuvent avoir des conséquences sur :

- les prix des prestations;
 - la composition des prestations (modifications, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.
- Le titulaire est tenu de soumettre au GIPEAM un dossier motivé au plus tard 15 jours avant la date souhaitée d'ajout ou de modification.

Le dossier contient notamment, s'il y a lieu :

- Les justificatifs techniques et fonctionnels des liens directs (déclinaison, accessoire, option) entre le matériel ou la prestation modifié ou ajouté et le matériel ou la prestation présent au marché,
- Les caractéristiques techniques du matériel ou de la prestation ajouté ou modifié,
- La documentation technique du matériel ou de la prestation ajouté ou modifié,
- Les justificatifs tarifaires conformément aux dispositions ci-avant,
- L'annexe « Valeur technique » mise à jour, le cas échéant,
- L'annexe « Prix » mise à jour, le cas échéant.

A compter de la réception du dossier complet susvisé, le GIPEAM dispose d'un délai de 15 jours calendaires pour valider la modification ou l'ajout. L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut rejet de la modification ou ajout concerné. Le Titulaire, lorsqu'il est à l'origine de la demande, ne peut prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement, à quelque titre que ce soit, en cas de rejet par le GIPEAM de la demande de modification ou d'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par le GIPEAM, les nouveaux prix sont intégrés dans l'annexe « Prix » à l'acte d'engagement sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Les nouveaux prix entrent en vigueur à la date fixée par le GIPEAM dans le courrier adressé au titulaire par tout moyen ou, à défaut, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la validation expresse du GIPEAM.

Les nouveaux prix s'appliquent aux prestations émises à compter de cette date.

6.3.1.5. Adjonction de prestations

Il est fait usage de la présente clause pour les ajouts de prestations qui ne sont pas une déclinaison des prestations du marché dont l'augmentation du prix excède de plus de 25% le prix des prestations analogue au marché.

Il peut être procédé à la demande du GIPEAM, à l'adjonction au présent marché de nouvelles prestations dès lors que :

- la prestation est conforme à l'objet du marché ;
- la prestation n'était pas commercialisée au moment de la date limite de dépôt des offres ayant donné lieu à la conclusion du présent marché.

6.3.2. Dérogation au principe d'exclusivité

Si la conclusion du présent marché a vocation à conférer à ses titulaires l'exclusivité pour la réalisation de prestations objet du présent marché, le GIPEAM souhaite, afin de s'assurer qu'elle sera en mesure de répondre à ses besoins, pouvoir déroger à cette exclusivité, dans certaines hypothèses et sous certaines conditions.

Ainsi, d'une part, pour des besoins occasionnels de faible montant, le GIPEAM pourra s'adresser à un

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi



prestataire autre que les titulaires, pour autant que le montant de tels prestations ne dépasse pas 10 % du montant estimé de chaque lot.

Aussi, d'autre part et compte tenu de la situation insulaire du lieu d'exécution du présent marché, en cas de difficultés majeures des titulaires des différents lots résultant de circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir, le GIPEAM pourra déroger au principe d'exclusivité rappelé supra et faire appel à des opérateurs tiers susceptibles de répondre à ses besoins.

Un tel recours à ces tiers – dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence – sera possible en cas d'absence de réponse du ou des titulaires ou d'impossibilité d'un ou des titulaires à répondre au besoin du GIPEAM.

6.3.3. Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie dématérialisée, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 48h à compter de son envoi, ou à défaut, 48h après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ 7.1 Obligations courantes du titulaire

7.1.1. Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

7.1.2. Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

7.1.3. Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi

1) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

3) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

7.1.4. Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

7.1.5. Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

L'article 8 du CCAG est applicable

7.1.6. Sous-traitance :

Le marché peut faire l'objet de sous-traitance. Le titulaire est autorisé à confier l'exécution de certaines prestations à des sous-traitants, dans le respect des conditions définies au CCAG-FCS. Il demeure néanmoins responsable de la bonne exécution du marché et du respect des obligations contractuelles par ses sous-traitants.

■ 7.2 Obligations liées à la sécurité

7.2.1. Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

L'article 5 du CCAG est applicable.

8. LITIGE ET SANCTIONS

■ 8.1 Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

■ 8.2 Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Lot 1	<ul style="list-style-type: none"> - En cas de retard dans la remise des livrables, une pénalité de 50 € par jour de retard et par livrable sera appliquée à compter de la date fixée contractuellement. - Si les documents et supports ne respectent pas les exigences de conformité, notamment les mentions obligatoires liées aux fonds européens, et qu'aucune

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	correction n'est apportée dans un délai de 5 jours après notification par l'acheteur, une pénalité forfaitaire de 500 € sera appliquée.
Lot 2	<ul style="list-style-type: none"> - Afin de garantir la bonne tenue de l'événement prévu les 17 et 18 mai, tout retard dans la mise en place des infrastructures et des prestations prévues entraînera l'application d'une pénalité de 1000 € si les installations ne sont pas finalisées avant le 16 mai à 18h. - En cas d'annulation d'une prestation clé, notamment une animation majeure ou un service essentiel à l'événement, le remboursement total de l'avance versée au titre de cette prestation particulière sera exigé dans un délai d'un mois à compter du 19 mai 2025. - Toute défaillance dans l'organisation logistique ou le non-respect des exigences de sécurité constatée par la commission de sécurité diligentée par les services du RSMA, y compris l'absence d'autorisations nécessaires, entraînera une pénalité de 2 000 €
Lot 3	<ul style="list-style-type: none"> - Tout retard dans la diffusion de la campagne entraînera l'application d'une pénalité de 50 € par jour à compter de la date prévue pour le lancement. - Toute non-conformité des supports de communication, notamment l'absence de mentions et logos obligatoires liés aux fonds européens, donnera lieu à une pénalité de 100 € par support concerné si la correction n'est pas effectuée dans un délai de 3 jours après signalement par l'acheteur.
Lot 4	<ul style="list-style-type: none"> - En cas de retard dans la remise des livrables, une pénalité de 50 € par jour de retard et par livrable sera appliquée à compter de la date fixée contractuellement. - Si les documents et supports ne respectent pas les exigences de conformité, notamment les mentions obligatoires liées aux fonds européens, et qu'aucune correction n'est apportée dans un délai de 5 jours après notification par l'acheteur, une pénalité forfaitaire de 500 € sera appliquée.

8.2.1. Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Concernant le lot n°2, le titulaire s'engage à respecter les délais fixés par le chargé de communication en charge de l'organisation de la Fête de l'Europe des 17 et 18 mai. En cas de non-respect de ces délais, le GIPEAM sera en mesure d'appliquer, sans mise en demeure préalable, les pénalités de retard citées ci-dessus.

8.2.2. Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ 8.3 Résiliation et autres stipulations

8.3.1 Résiliation du présent marché :

Les cas de résiliation sont régis par le CCAG-FCS applicable.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le marché pourra être résilié pour faute et sans mise en demeure préalable en cas de condamnation du titulaire en sa qualité de personne morale ou de personne physique au titre de l'irrespect des dispositions de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.

La résiliation du présent marché pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire après une mise en demeure restée sans effet, en application et dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS

8.3.2. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8.3.3 Résiliation partielle

Une résiliation partielle pourra être effectuée :

- soit d'un commun accord
- soit lorsque le titulaire n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles

La résiliation concernera une prestation ou un ensemble de prestation.

8.3.4. Résiliation à l'égard d'un titulaire

Le GIPEAM peut faire procéder par un tiers, l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les hypothèses ci-après précisées :

- Si le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché et notamment s'il ne répond pas ou n'exécute pas les prestations prévues au marché
- Si le titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure ou même sans mise en demeure en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, il est fait appel à un autre opérateur économique, aux frais et risques du titulaire défaillant.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par le GIPEAM.

Dans cette hypothèse, et sous réserves qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de 15 jours suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire.

- En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, si la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible au GIPEAM de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans le présent marché ou le bon de commande, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

8.3.5. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

8.3.6. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'acheteur public se réserve le droit de résilier le marché à tout moment pour un motif d'intérêt général, sans qu'il soit nécessaire de démontrer une faute ou un manquement de la part du titulaire.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire sera indemnisé uniquement pour les prestations effectivement réalisées à la date de notification de la résiliation et pour les dépenses dûment justifiées engagées pour l'exécution des prestations réalisées. Aucun autre dédommagement, notamment pour le manque à gagner ou les frais non engagés, ne pourra être réclamé par le titulaire.

La résiliation prendra effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire par l'acheteur.

8.3.6. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Mamoudzou
731 boulevard Younoussa Bamana
97600 MAMOUDZOU
Téléphone : 02 69 61 18 56
Télécopie : 02 69 61 18 62
Courriel : greffe.ta-mayotte@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU MARCHÉ

■ 9.1. Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ 9.2. Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

1. Lot 1 : Réalisation de documents et d'animations techniques sur les fonds européens et l'appropriation de la bonne gestion de la subvention par les porteurs de projet

Le présent marché a pour objet la conception, la réalisation et la mise à disposition de supports de communication et d'outils pédagogiques visant à renforcer la compréhension et la bonne gestion des subventions européennes à Mayotte.

Ces supports incluent des vidéos tutorielles, des infographies, des guides pratiques et des supports institutionnels destinés à accompagner les porteurs de projets dans leurs démarches administratives et financières.

1.1 Réalisation de vidéos tutorielles en flat design

Le titulaire devra produire des vidéos explicatives d'une durée de 1 à 2 minutes maximum en flat design sur les thèmes suivants :

- Les objectifs du Programme Opérationnel FEDER.
- Les objectifs du Programme Opérationnel FSE+.

Les vidéos devront être livrées en formats HD adaptés à la diffusion web et réseaux sociaux, et devront être intégralement sous-titrées en français.

1.2 Conception et réalisation d'infographies et templates

Le titulaire devra concevoir les éléments suivants :

- Infographie "Conso fonds" : État annuel de la consommation effective des enveloppes FEDER et FSE+, en global et par priorité.
- Infographie "Les fonds européens disponibles à Mayotte, à qui s'adresser ?" : Présentation des FESI et des aides directes disponibles.
- Templates de présentation PPT : Supports à utiliser pour les ateliers, webinaires et présentations officielles (CRUS, réunions, etc.).

1.3 Modalités de réalisation et livrables attendus

Le titulaire s'engage à respecter les délais impartis et à collaborer étroitement avec le chargé de communication du GIPEAM. Tous les livrables devront être validés par le commanditaire avant leur diffusion.

1.4 Contraintes techniques et exigences de qualité

- Les vidéos devront être livrées en **MP4 HD** avec sous-titrage en français.
- Les documents devront être remis en **PDF et format modifiable (InDesign, Word, PPT, etc.)**.
- Les infographies devront être fournies en **PNG/JPEG haute définition** et en format modifiable.
- Les supports devront respecter la charte graphique de l'Union Européenne et intégrer les logos officiels.

1.5 Suivi et validation des prestations

Une réunion de cadrage initiale sera organisée avec le titulaire afin de valider les attentes et les livrables. Des points d'étape seront planifiés pour s'assurer du bon avancement des prestations. Les livrables feront l'objet d'une validation avant leur diffusion officielle.

2. Lot 2 : Organisation de la Fête de l'Europe à Mayotte dans le cadre du Joli mois de l'Europe

Le présent marché a pour objet l'organisation de la Fête de l'Europe 2025 dans le cadre du « Joli Mois de l'Europe ». L'événement, en partenariat avec le GIPEAM et le RSMA Mayotte, se déroulera les 17 et 18 mai 2025 à l'occasion des Journées Portes Ouvertes du RSMA. L'objectif est de promouvoir les valeurs européennes, de renforcer l'attractivité de l'événement par des animations culturelles et festives, et de maintenir un partenariat solide avec le RSMA.

2.1. Programmation artistique

Le titulaire devra assurer la programmation artistique de l'événement

Les prestations attendues incluent :

- Performances d'artistes locaux et internationaux : Afro-fusion (Mayotte), Urban Music (Mayotte), Reggae/Dub (France), Rock/Reggae (Mayotte).
- Organisation du Challenge Jeunes Talents pour sélectionner des participants locaux.

2.2. Village Familles

Le titulaire devra créer un espace dédié aux familles avec les prestations suivantes :

- Mise en place d'un parc d'attractions comprenant des structures gonflables et kart à pédales
- Installation d'un photobooth 360° connecté aux réseaux sociaux

2.3. Animation scénique

Le titulaire devra assurer l'animation scénique avec des animateurs et DJ référents pour gérer les temps forts de l'événement.

2.4. Contenus et médias

Le titulaire devra produire du contenu multimédia pour assurer une couverture complète de l'événement :

- Présence d'un photographe officiel et d'une équipe vidéo.
- Couverture en direct sur les réseaux sociaux.

2.5. Technique et sonorisation

Le titulaire devra veiller à la mise en place :

- D'une scène couverte de 50 m² avec ponts et éclairages adaptés.
- De la couverture sonore de l'ensemble du site des JPO
- D'un ingénieur son professionnel

2.6. Communication et promotion

Le titulaire devra concevoir une campagne de communication autour de l'événement.

Les actions incluront :

- Un challenge Instagram pour les jeunes talents.
- La création et diffusion de vidéos, teasers et affiches promotionnelles.
- Le choix et promotion d'un lot pour la tombola

2.7. Livrables attendus

Le titulaire devra fournir les éléments suivants :

- Un calendrier prévisionnel des actions.
- Un plan de communication détaillé.
- La validation des artistes et animations.
- Des rapports réguliers sur l'avancement des prestations.

2.8. Suivi et validation des prestations

Une réunion de cadrage initiale sera organisée avec le titulaire afin de valider les attentes et les prestations prévues pour l'organisation de l'événement. Des réunions de suivi seront planifiées tout au long de la préparation pour assurer une bonne coordination avec l'ensemble des parties prenantes, y compris les prestataires techniques, les artistes et les équipes logistiques. Le titulaire devra soumettre des points d'étape détaillés et assurer un suivi rigoureux des avancées, afin de garantir la conformité des prestations aux attentes du GIPEAM.

3. Lot 3 : Campagne média pour la promotion du programme opérationnel 2021-2027

Le présent marché a pour objet la mise en place et l'optimisation de la communication autour des fonds européens à Mayotte à travers la diffusion d'informations stratégiques, le développement des réseaux sociaux et l'utilisation d'outils numériques innovants.

3.1. Aide à la décision - Newsletter et revue de presse

Le titulaire devra élaborer une stratégie de diffusion optimisée afin d'élargir la portée de la newsletter et de la revue de presse.

Il assurera :

- La planification et la publication d'une newsletter mensuelle et d'une revue de presse trimestrielle.
- La création et la mise en page des contenus en étroite collaboration avec le GIPEAM.
- La mise en place de formats attractifs et adaptés aux différents publics cibles.

3.2. Aide à la décision - Développement des réseaux sociaux

Le titulaire devra développer une stratégie adaptée aux réseaux sociaux pour toucher le grand public ainsi que les professionnels.

Les actions attendues incluent :

- L'assistance à la rédaction de posts percutants et engageants adaptés à plusieurs plateformes.
- La définition d'une identité visuelle conforme à la charte graphique et en cohérence avec le site internet.

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo

www.europe-a-mayotte.yt

-

Lotissement Mlézi

- La mise en place de conseils personnalisés pour l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la création de contenus.
- L'accompagnement à l'écriture et à la réalisation de mini-séries thématiques sous format vidéo de 15 à 30 secondes sur des thèmes variés (santé, mobilité, environnement, industrie, insertion professionnelle).
- Assistance pour la production de vidéos en motion (scénarii, timing d'animation, effets visuels, sound design, etc.).

3.3. Interface applications de communication

Le titulaire devra proposer des recommandations stratégiques pour l'utilisation d'outils d'intelligence artificielle tels que ChatGPT, Runway et MidJourney afin d'améliorer la production de contenu. Il devra également assurer :

- La planification et la gestion de campagnes sponsorisées sur les réseaux sociaux, incluant Facebook, LinkedIn et Instagram.
- La mise en place de méthodologies d'analyse des performances des publications et ajustements nécessaires.

3.4. Livrables attendus

Le titulaire devra fournir les éléments suivants :

- Un calendrier prévisionnel des actions et publications.
- Un plan de communication détaillé adapté aux différents canaux de diffusion.
- Une validation des contenus créés avant diffusion.
- Des rapports réguliers sur la performance des actions mises en place.

3.5. Suivi et validation des prestations

Une réunion de cadrage initiale sera organisée afin de valider les attentes et objectifs de communication. Des réunions régulières de suivi seront mises en place pour assurer un ajustement des stratégies et garantir la cohérence des publications et des actions entreprises.

4. Lot 4 : Réalisation d'une exposition photographique itinérante sur les principales réalisations de l'Europe à Mayotte

Le présent marché a pour objet la conception, la réalisation et la mise en place d'une exposition photographique itinérante visant à valoriser les projets cofinancés par l'Union européenne à Mayotte au cours de la programmation 2014-2020. Cette exposition doit permettre au grand public de mieux comprendre l'impact des fonds européens sur le développement du territoire.

4.1 Description de l'exposition

L'exposition se présentera sous la forme de 25 panneaux illustrant des réalisations emblématiques cofinancées par l'Union européenne, ainsi que deux panneaux complémentaires présentant des informations pédagogiques :

1. Panneau 1 : Informations clés sur l'Europe à Mayotte (histoire depuis la départementalisation, fonds impliqués, montants versés et disponibles pour 2021-2027).
2. Panneau 2 : Illustration de l'impact des fonds européens sur la vie quotidienne des Mahorais (exemples concrets tels que les barges, l'hôpital de Petite-Terre, Caribus, etc.).

CONTACT

1, rue du Receveur Madi Combo
Lotissement Mlézi

www.europe-a-mayotte.yt



4.2 Caractéristiques techniques des panneaux

- Matériaux : Panneaux en akilux 80 x 120 cm, épaisseur 10 mm, ou équivalent.
- Résistance : Matériaux prévus pour un usage en extérieur, résistants aux intempéries tropicales (soleil, pluies intenses, humidité).
- Système d'accrochage : Adapté à différents supports (mur, grillage) et présentation sur chevalets.
- Protection : Fourniture de housses de protection pour le stockage hors exposition.

4.3 Contenu des panneaux

Chaque panneau devra comporter :

- Une photographie de qualité professionnelle représentant une réalisation cofinancée par l'Union européenne, mettant en scène une personne, un bâtiment ou un lieu.
- Une légende explicative mentionnant :
 - Le nom du projet
 - Le montant du financement
 - La part du cofinancement en valeur absolue et en pourcentage
- Les logos de l'Union européenne avec la mention "Cofinancé par l'Union européenne".
- Infographies pédagogiques pour les deux panneaux complémentaires.

4.4 Sélection des projets et répartition par fonds

L'exposition devra assurer une couverture équilibrée du territoire, avec au moins deux projets par intercommunalité.

La répartition des projets exposés devra respecter la proportion suivante en fonction des fonds européens :

- FEDER : 40 %
- FSE : 30 %
- FEADER / LEADER : 15 %
- FEAMP : 15 %

4.5 Organisation et installation de l'exposition

- L'exposition devra être installée dans des lieux de fort passage :
 - La barge de Mamoudzou
 - Des établissements scolaires
 - Les entrées de mairies
 - Des forums, foires et marchés
- Un planning d'installation sera élaboré en partenariat avec les institutions d'accueil pour assurer une couverture optimale du territoire.

4.6 Prestations attendues du titulaire

Le titulaire du marché devra assurer les missions suivantes :

1. Conception graphique et impression des panneaux en respectant les spécifications techniques.
2. Sélection des projets à illustrer en lien avec le GIP L'Europe à Mayotte.
3. Prise de contact avec les bénéficiaires pour la réalisation des photographies et validation des contenus.
4. Production des photographies professionnelles et mise en page.



5. Coordination avec les lieux d'exposition pour planifier et installer les panneaux.
6. Démontage et stockage de l'exposition entre deux installations.
7. Fourniture d'un rapport final sur l'installation et l'impact de l'exposition.

4.7 Contraintes et obligations

- Respect des droits d'auteur pour les photographies et infographies.
- Respect des chartes graphiques de l'Union européenne et des fonds européens.
- Engagement à assurer une qualité professionnelle des supports et de l'impression.
- Respect du calendrier prévu pour les installations.

4.8 Délais et livraison

- Date de livraison des panneaux: 3 mois à compter de la notification du marché
- Première installation de l'exposition: 4 mois à compter de la notification du marché
- Durée prévue pour l'exposition itinérante: 1 an

4.9 Modalités de contrôle et de réception

- La conformité des panneaux sera vérifiée avant validation finale.
- Une présentation préalable des maquettes graphiques devra être faite pour validation.
- Une réception des panneaux et de l'exposition sera organisée avec le chargé de communication.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique et ses annexes \(Legifrance\)](#)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 dans sa rédaction en vigueur au moment de la remise de l'offre.](#)
[CCAG-PI \(Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Prestations Intellectuelles\) du 30 mars 2021](#)